

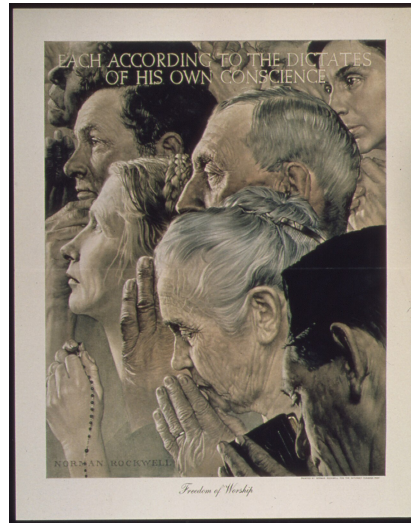
États et religions dans la politique intérieure des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale.

❶ Une constitution laïque : pas de religion d'État et la liberté de conscience est reconnue.

1^{er} amendement à la Constitution des États-Unis d'Amérique (15 décembre 1791) : Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour la réparation des torts dont il a à se plaindre.

❷ La liberté religieuse (*freedom of worship*), tableau du peintre Norman Rockwell (1943) illustrant le discours de Franklin Roosevelt dit des Quatre Libertés (1941). « À chacun [de faire] selon ce que lui dicte sa conscience ». La liberté de conscience est présentée comme l'une des valeurs fondamentales qui justifient la guerre de la démocratie américaine contre les dictatures de l'Axe.

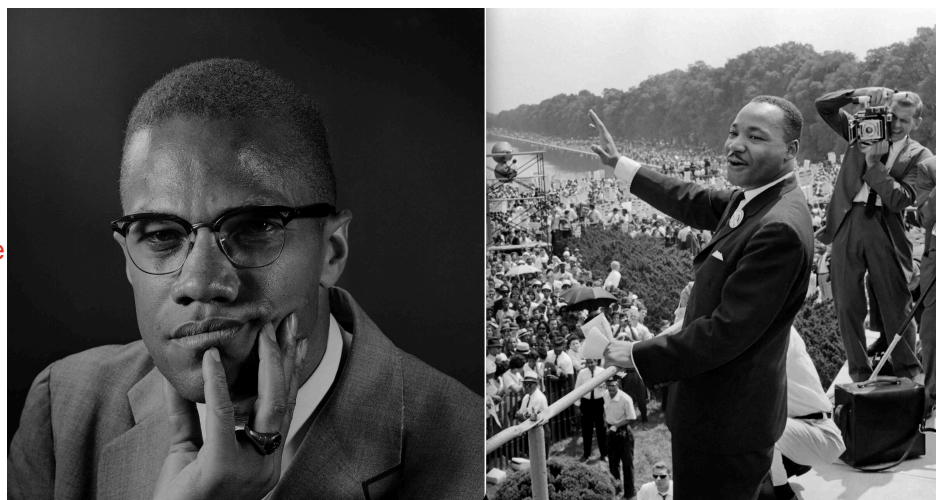
Rockwell est un patriote américain conservateur, mais il se range derrière Roosevelt, en qui il voit un grand président. Il représente des gens en prière, mais écrit : « chacun, selon ce que lui dicte sa propre conscience. » C'est la liberté de conscience qui est l'essentiel.



❸ Religions et émancipation des Afro-américains : à gauche Malcolm X, converti à l'islam et partisan d'une action révolutionnaire. A droite Martin Luther King sur le Mall de Washington le 28 août 1963, partisan d'une action non violente. Tous deux acteurs de premier plan du mouvement des droits civiques, qui aboutit en 1964-1965, ils ont été assassinés, Malcolm X en 1965, MLK trois ans plus tard.

L'importance des médiations religieuses (signe d'une religiosité importante) apparaît dans le mvt des droits civiques des années 1960.

Malcolm X est resté l'exemple de la radicalité face à l'injustice, MLK est l'exemple de la non-violence et de la fidélité à la Constitution.



❹ Des enjeux politiques mais la liberté religieuse reste garantie. Extrait de Denis La-corne, *De la religion en Amérique*, Paris, Gallimard, 2007.

L'élection de Jimmy Carter, en 1976 (*born again baptist* et ancien gouverneur de Géorgie), semblait signaler pour les démocrates le début d'une reconquête de l'électorat sudiste. Carter, il est vrai, l'emportait dans dix des onze États de l'ancienne Confédération. Mais son

5 échec retentissant en 1980 (contre Reagan) marquait la fragilité d'une stratégie électorale cherchant à satisfaire à la fois des électeurs noirs opposés à toute discrimination et des électeurs blancs qui se sentaient menacés par l'ordre libéral inauguré sous l'administration Johnson. Nixon en 1972 avait obtenu 80% du vote sudiste blanc. Reagan, après la parenthèse de Carter, récupérait, en 1980, 60% du même électorat, puis 70% quatre ans plus tard, consolidant ainsi de façon durable les efforts de ses prédécesseurs.

10 Avec quels moyens, réels et symboliques, Reagan réussit-il à fidéliser un électorat si prompt à changer d'allégeance ? La chance de Reagan, ancien acteur de films de catégorie B, divorcé et indifférent à la religion dans sa vie privée, est qu'il bénéficia de l'appui décisif des chrétiens conservateurs et de la « Majorité morale » (*Moral Majority Incorporated*), une organisation de défense des valeurs familiales traditionnelles, fondée par le prédicateur fondamentaliste récemment disparu Jerry Falwell. La droite évangélique était traditionnellement

15 peu active en politique. Sa principale fonction était d'ordre religieux : répandre la bonne parole et faciliter la conversion des adultes. En 1965, Jerry Falwell affirmait encore avoir « peu de liens avec cette terre ». Il devait certes, précisait-il, se comporter en bon père de famille, en citoyen responsable payant ses impôts et respectant les lois du pays. Mais le seul objet de sa vie dans ce bas-monde était « de connaître le Christ et de Le faire connaître ».

20 Qu'est-ce qui conduisit Falwell et de nombreux autres évangéliques à changer d'avis à la fin des années 1970 ? D'abord, un certain activisme judiciaire, défavorable à la promotion des idées religieuses ou à des comportements moraux défendus par la droite chrétienne. En 1962, à une époque où le tiers des écoles publiques autorisaient une prière matinale, la Cour suprême déclara inconstitutionnelle la récitation quotidienne d'une prière œcuménique, composée par le conseil d'administration d'un district scolaire de New York. La prière, d'après l'opinion de la Cour, violait le premier amendement de la Constitution, qui interdisait l'établissement de toute religion officielle. La prière obligatoire était inacceptable car elle faisait manifestement pression sur des minorités religieuses en les obligeant

25 à « se conformer à une religion officielle » qui n'était pas nécessairement la leur. Or la religion, selon les principes défendus par les fondateurs de la Constitution et rappelés par un juge de la Cour suprême, est une affaire « trop personnelle, trop sacrée, trop sainte, pour permettre son "travestissement profane" aux mains d'un magistrat civil ».

30

⑥ La permanence du fait religieux dans la vie politique américaine : à gauche, Donald Trump invite des pasteurs à prier avec lui à la Maison Blanche en mars 2026. À droite, le nouveau maire de New York élu en janvier 2026, le démocrate (et socialiste) Zohran Mamdani, musulman chiite, prête serment sur le Coran. En 2025, on estimait que les deux tiers des Américains sont chrétiens, 45% protestants et 21% catholiques (dont la plupart des latinos). Juifs et musulmans représentent chacun 1% de la population, de même que les hindouïstes et les bouddhistes. 29% des Américains se déclarent sans religion.

